

ARRÊTÉ DU 12 MARS 2025

portant autorisation à M. BENAOUMEUR Djamel d'effectuer des travaux de rénovation de toiture à l'aide d'un échafaudage, 29 boulevard Gras-Brancourt, du 24 mars 2025 au 28 mars 2025.

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 5^{ème} Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,
- VU** la délibération du 19 avril 2024 fixant le tarif général des droits de voirie,

CONSIDÉRANT la demande de M. BENAOUMEUR Djamel – 29 BOULEVARD GRAS-BRANCOURT – 02000 LAON, d'obtenir l'autorisation d'effectuer des travaux de rénovation de toiture à l'aide d'un échafaudage, 29 boulevard Gras-Brancourt, du 24 mars 2025 au 28 mars 2025.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : M. BENAOUMEUR Djamel est autorisé à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux de rénovation de toiture à l'aide d'un échafaudage au 29 boulevard Gras-Brancourt, du lundi 24 mars 2025 08h00 au vendredi 28 mars 2025 18h00.

ARTICLE 2 : Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par le permissionnaire qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.

ARTICLE 3 : L'autorisation pourra être modifiée en tout ou partie, dans l'intérêt public. Le permissionnaire sera tenu de se conformer à ces décisions, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 4 : le montant des droits à acquitter par le permissionnaire est fixé comme suit :

Échafaudage : 19 mètres x 1 mètre x 4€/m ² x 1 semaine.....	76,00 €
TOTAL :	76,00 €
ARRÊTÉ à la somme de : SOIXANTE SEIZE EUROS	

Le règlement de la somme indiquée ci-dessus est à effectuer auprès de la trésorerie après réception du titre de recette correspondant.

ARTICLE 5 : Pendant toute la durée de sa validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la Police Nationale, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Un original du présent arrêté sera conservé à la Police Municipale, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

